

Le Syndicat de la Magistrature demande la fin des sanctions pour les drogués



“Il y a 14 fois plus de moyens qui sont dédiés à la répression qu’à la prévention et à la politique sanitaire et sociale”, a regretté, le 26 juin sur franceinfo, Samra Lambert, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature, alors que Macron, à court d’argent ou d’idées... a déclaré que les amendes pour possession ou consommation de cannabis ou de cocaïne pourraient désormais se régler en espèces ou par carte bancaire...

Samra Lambert déplore que l’on tente de faire croire « que pour lutter contre les trafics, il faut s’attaquer aux consommateurs. Le gouvernement joue sur ce fantasme de guerre à la drogue en confondant à l’envie l’usage récréatif et l’usage problématique. »

[Une pétition détaillée a été lancée sur la plateforme de l’Assemblée nationale](#) pour supprimer les sanctions liées à l’usage.

« Pour un usager interpellé toutes les quatre minutes, le taux

de réponse pénale de 98% et pour autant la consommation ne cesse d'augmenter. La France est « le premier pays consommateur de cannabis en Europe, en ce qui concerne la consommation de cocaïne et de MDMA et ecstasy on est au-dessus de la moyenne des pays européens. »

“On demande simplement une mobilisation pour répondre à nos engagements internationaux puisque les Nations unies et l'Organisation mondiale de la santé ont appelé, en 2017, à l'abrogation, des sanctions liées à l'usage.”

« On a fait le constat que les usagers ont peur de la sanction et de la stigmatisation. Cela est lié à l'interdit pénal et à des personnes qui vont être en situation d'overdose et qui ne vont pas appeler les secours. Donc, on échoue sur tous les objectifs.

Non seulement, on ne lutte pas contre les trafics, parce que seulement 8% des moyens sont orientés vers les trafics et que 80% des personnes interpellées le sont pour usage et pas pour trafic. Mais on échoue également à prendre en charge les usages qui seraient problématiques puisque l'amende forfaitaire délictuelle ne permet aucune évaluation, or une prise en charge adaptée à une problématique nécessite une évaluation préalable

Cette pétition s'inscrit dans le mouvement de dépénalisation de l'usage des stupéfiants qui ne fait qu'encourager utilisations et trafics... et l'insécurité allant de pair... cf. l'épouvantable agression de Bordeaux... par un très dangereux camé multirécidiviste.

Mitrophane Crapoussin